

Comité de pilotage relatif aux investissements du Pays soutenus par l'État

Examen de la programmation 2022

Mardi 14 décembre 2021

Propos introductif de M. le Président de la Polynésie française

Monsieur le Haut-commissaire,
Mesdames et messieurs les ministres,
Monsieur le directeur des finances publiques,
Mesdames et messieurs les chefs de service,

Ia Ora Na,

Je suis heureux de vous accueillir aujourd'hui pour ce moment, qui s'est imposé peu à peu comme un moment fort de notre année, à savoir l'examen conjoint des propositions de programmation 2022 de plusieurs instruments financiers.

Cette présentation est désormais prévue dans le contrat de développement et de transformation que nous avons signé au début de cette année 2021.

Mais, à dire vrai, nous n'avions pas attendu ce nouveau contrat. Nous avons pris cette saine habitude de coupler les comités de pilotage dès 2017. Il s'agissait d'améliorer la lisibilité et la cohérence des investissements du Pays bénéficiant d'un soutien de l'État dans le cadre des partenariats financiers. Pour les décideurs que nous sommes, le Haut-commissaire et moi, c'est un format précieux puisqu'il nous offre une vision plus globale de notre stratégie d'investissement.

Cette démarche a fait école puisque, désormais, en Polynésie mais également dans d'autres territoires ultramarins, les programmations sont examinées conjointement selon des modalités analogues. Nous pouvons être fiers, et nos services avec nous, d'avoir ainsi contribué à une plus grande performance de ces outils budgétaires.

J'en arrive à présent à l'année 2022 qui, vous l'aurez compris, doit être celle de la relance économique. A l'heure où quelques nouveaux nuages s'annoncent, il faut regarder par-delà les précipitations et envisager le retour à un ciel clément. Il nous faut retrouver foi en l'avenir, il nous faut renouer avec l'esprit de conquête, avec les lendemains qui chantent.

En ce sens, l'investissement public joue, et jouera un rôle essentiel en la matière. Les entreprises attendent des chantiers et des commandes. Aujourd'hui, avec l'État, je veux répondre à cette attente.

Et nous allons le faire en présentant 4 programmations :

- Le contrat de développement et de transformation
- Le troisième instrument financier
- Le soutien aux constructions scolaires
- Les actions de soutien au développement de l'agriculture

Via ces 4 dispositifs financiers, nous touchons de nombreuses politiques sectorielles, de l'éducation à l'agriculture, du logement à l'énergie, du sport à la santé, du tourisme aux infrastructures essentielles à notre développement. Le tout pour un total d'investissement de **14,6 milliards de francs**.

Et j'insiste sur un point. J'ai demandé à chaque ministre de veiller à la cohérence des projets proposés avec les orientations stratégiques définies dans nos schémas directeurs. C'est essentiel car, aujourd'hui plus qu'hier, il nous faut placer nos crédits à bon escient. Il nous faut optimiser chaque franc investi. Il nous faut être en adéquation avec nos priorités : voilà la base d'une bonne gouvernance, d'un juste emploi des deniers publics auquel l'État et le Pays sont conjointement attachés.

Demain plus qu'aujourd'hui, il n'y aura plus de place pour la dispersion et la dilution des moyens. Voilà, en substance, le message phare que j'ai adressé à l'ensemble des membres du gouvernement et à nos services.

Cette présentation ne serait pas complète sans évoquer les efforts de rationalisation et de modernisation déployés au cours des derniers mois. Vous en avez été témoins, réformer, c'est d'abord faire l'effort de penser différemment de la façon dont on pensait hier. Et, vous l'avez vu également, simplifier, c'est compliqué !

Pour autant, l'année 2021 restera dans les mémoires comme l'année d'un tournant, d'un virage, d'une prise de conscience également. Oui, nous avons engagé la modernisation de notre droit économique, et ce n'est pas terminé. Oui, nous avons engagé la réforme de notre protection sociale, et ce n'est pas terminé, même si un pas de géant a été fait. Oui, nous avons engagé la refonte de notre système fiscal, et les effets attendus auront une résonance sur les prochaines générations.

Vous le voyez, je parle d'une échelle de temps différente, à laquelle les hommes politiques sont peu habitués car elle excède nettement le jalon traditionnel d'un mandat. Et c'est probablement notre plus grand effort : celui d'avoir décidé de penser au-delà de la temporalité habituelle, de penser pour les générations futures, pour nos enfants. C'est faire preuve de responsabilité et ce sera, à n'en pas douter, demain, la source d'une grande fierté partagée.

Une fierté car nous travaillons ainsi sur les fondements de notre vivre ensemble, sur les bases de notre système économique et social.

Grâce à ces actions structurelles, et grâce à l'investissement public conséquent résultant de nos partenariats avec l'État, que je remercie encore pour la constance de son soutien, nos entreprises disposent désormais d'un cadre propice à leur développement qui devra se traduire, demain, par un développement de l'emploi, au bénéfice de l'ensemble des Polynésiens.

Je vous remercie.